



PRÉFET DU TARN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

22 JAN. 2026

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale du dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter et de l'extension de la carrière de diabases située aux lieux-dits « Le Rivet », « Combe du Rivet », « Puech Grand », « Le Mazot » et « Les Mines » sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié et exploitée par la société BESSAC TPC

Le préfet du Tarn

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-11 ;

Vu le code forestier et notamment ses articles L. 341-1 et suivants, R. 341-1 et suivants, D. 341 7-1 et D. 341 7-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation du 29 juillet 2024 fixant le barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2023 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Agout approuvé par arrêté du 15 avril 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 fixant les seuils de surface des bois et forêts dans lesquels l'autorisation de défrichement est requise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 établissant la liste des travaux compensatoires que tout bénéficiaire d'une autorisation tacite de défrichement doit exécuter ;

Vu le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, en qualité de sous-préfet de Castres ;

Vu le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX, en qualité de préfet du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;

Vu les actes des 13 juin 2000, 15 février 2007 et 2 décembre 2019 antérieurement délivrés à la société BESSAC TPC pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié ;

Vu la demande du 8 mai 2024, présentée par la société BESSAC TPC, dont le siège social est situé Le Rivet - 81120 Réalmont, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière de diabases située aux lieux-dits « *Le Rivet* », « *Combe du Rivet* », « *Puech Grand* », « *Le Mazot* » et « *Les Mines* » sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du code de l'environnement ;

Vu les informations complémentaires apportées par le pétitionnaire à cette demande les 26 août 2024 et 3 décembre 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 12 septembre 2024 ;

Vu la décision du 4 juin 2025 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2025 portant organisation d'une enquête publique pour une durée de 35 jours, soit du 15 juillet 2025 à 9 h au 18 août 2025 à 17 h ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les communes concernées ;

Vu les publications de l'avis au public dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête, le rapport d'enquête et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Montredon-Labessonnié du 28 juillet 2025 et l'avis favorable sous réserve du conseil municipal de la commune de Terre-de-Bancalié du 1^{er} août 2025 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le Tarn ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Centre Tarn du 5 novembre 2025 approuvant la révision allégée n°2 du PLUi ;

Vu le PLUi de la communauté de communes Centre Tarn rendu opposable le 14 janvier 2026 après accomplissement des formalités de publicité ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 10 décembre 2025 à la connaissance du pétitionnaire ;

Vu la réponse du pétitionnaire du 15 décembre 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2025 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale ;

Vu le rapport et les propositions du 14 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols, n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que la société BESSAC TPC a déclaré son choix de verser au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité équivalente à une obligation mentionnée au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que l'examen des rôles économique, écologique et social des bois et forêts objets du défrichement permet de fixer un coefficient multiplicateur égal à 2 pour une surface à défricher de 2,63 ha ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et d'accompagnement prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté préfectoral sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

Arrête

1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BESSAC TPC (SIRET **31683119700017**), dont le siège social est situé à Le Rivet - 81120 Réalmont, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié, aux lieux-dits « *Le Rivet* », « *Combe du Rivet* », « *Puech Grand* », « *Le Mazot* », et « *Les Mines* », les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Section	N° Parcelle	Emprise du projet sur la parcelle (en m ²)
Montredon-Labessonnié	AE	2	2405
	AE	3	4800
	AE	4	3800
	AE	10	3330
	AE	11	25690
	AE	12	29725
	AE	14	10420
	AE	15	5782
	AE	16	11
	AE	17	30350
	AE	18	34270
	AE	28	2461
	AC	62	9015
	AC	63	2435

Commune	Section	N° Parcelle	Emprise du projet sur la parcelle (en m²)
	AC	64	650
	AC	65	294
	AC	66	17100
	AC	71	3670
	AC	72	5280
	AC	75	31630
	AC	76	1395
	AE	94	10489
	AE	95	4916
	AE	97	72
	AC	97	650
	AE	104	19067
	AE	106	11735
	AC	163	4098
	AC	165	8198
	AC	242	1984
	AC	243	12081
	AC	244	13452
	AC	245	17298
		chemin	4565

La surface de l'emprise de la carrière dans le cadre de l'autorisation est de 33 ha 31 a 18 ca.

1.1.3 : Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4 et L. 375-4 du code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 2,63 ha les parcelles suivantes :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en m²)	Surface autorisée (en m²)
Montredon-Labessonnié (81)	AC	66	17 100	4700
Montredon-Labessonnié (81)	AC	72	5280	4500
Montredon-Labessonnié (81)	AC	75	46 630	300
Montredon-Labessonnié (81)	AC	163	4098	800
Montredon-Labessonnié (81)	AC	165	8198	4700
Montredon-Labessonnié (81)	AC	244	13 452	1500
Montredon-Labessonnié (81)	AE	3	14 475	1200
Montredon-Labessonnié (81)	AE	12	29 725	300
Montredon-Labessonnié (81)	AE	18	34 270	1900
Montredon-Labessonnié (81)	AE	28	2461	500
Montredon-Labessonnié (81)	AE	95	4916	200
Montredon-Labessonnié (81)	AE	104	19 067	5700
TOTAL				26 300

Le coefficient appliqué à cette demande est de : 2 pour une surface de 2,63 ha.

1.1.4 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listés au 1.2 ci-dessous.

1.2 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie autorisée de 33 ha 31 a 18 ca Volume moyen annuel de 100 kT Volume maxi annuel de 150 kT	A
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	550 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Superficie de l'aire de transit de 2,5 ha	E

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	Surface du bassin versant supérieure à 20 ha	A
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non	Maintien et agrandissement du plan d'eau sur une emprise totale de 0,2 ha	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Conformément à l'article R. 523-17 du code du patrimoine, l'exécution des mesures d'archéologie préventives prescrites par les arrêtés n° 76-2024-0582 du 17 mai 2024 et n°76-2024-0877 du 17 août 2024 (annexe 1) est un préalable obligatoire à la réalisation des travaux.

1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 : Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité à prendre en compte est le suivant :

- renaturation pour la partie Nord du site
- et agricole (pâturage) pour la partie Sud.

Du fait de l'exploitation par recul des fronts, la remise en état ne peut être coordonnée. Celle-ci s'effectue en phase 6.

La remise en état de chacun de ces deux secteurs est conforme au plan annexé au présent arrêté (annexe 2).

La remise en état relative aux plateformes de stockage en bordure du Dadou est décrite au paragraphe 5.3 du présent arrêté.

L'exploitant procède à un reboisement par des arbres de hautes tiges sur certaines zones périphériques au Sud du site conformément au plan annexé à l'avis sur la remise en état émis par la communauté de communes Centre Tarn (annexe 2 bis).

A la cessation de l'exploitation de la carrière et après la remise en état, en cas de maintien d'une surface en plan d'eau, le propriétaire doit se rapprocher du service police de l'eau de la DDT du Tarn afin de régulariser l'ouvrage au titre de la loi sur l'eau.

A ce titre, le plan d'eau doit respecter les dispositions de l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

1.4.2 : Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

1.5 : Garanties financières

1.5.1 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : **2510**

Phasage	Montant
Phase 1	419 484,00 €

Phasage	Montant
Phase 2	449 549,00 €
Phase 3	571 812,00 €
Phase 4	650 459,00 €
Phase 5	758 007,00 €
Phase 6	622 429,00 €

Indice TP01 d'octobre 2025 : 130,5

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 : Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- dans un délai d'un mois, le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.6 : Accès

Un nouvel accès au Sud du site est créé sur la route départementale n° 63. L'accès à la carrière s'effectue également par la route départementale n° 11 au Nord du Site.

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Les plateformes de stockage situées au Sud du site sont distantes de 10 mètres de la voie publique. La voirie interne d'accès à ces plateformes est revêtue et équipée d'un laveur de roues dès lors que l'accès sur la route départementale n° 63 devient l'accès principal.

Le chemin desservant les parcelles au Sud-Ouest du site est préservé.

L'acheminement des stériles d'exploitation et des matériaux traités sur les plateformes de stockage au Sud du site est effectué exclusivement par les pistes internes à la carrière dès lors que les plateformes seront rendues accessibles.

1.7 : Implantation

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

1.8 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2 : PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

2.1 : Dispositions générales

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

2.2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.2.1 : Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les routes d'accès au site (départementale n° 11 et n° 63) font l'objet d'un nettoyage à minima deux fois par semaine à l'aide de matériel adapté.

2.2.2 : Surveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant assure une surveillance annuelle du rejet canalisé du dépoussiéreur au niveau de l'installation de traitement. Les valeurs limites à respecter sont celle définies dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 fonction de la capacité d'aspiration de l'équipement. Un justificatif de cette donnée est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure une surveillance des émissions de poussières diffuses par le biais de six jauges OWEN localisés sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 3).

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés.

Le prélèvement d'eau nécessaire au lavage des matériaux et à l'abattage des poussières est réalisé dans le bassin localisé sur le carreau.

3.1.2 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Ce bassin d'un volume de 6000 m³ recueille les eaux pluviales ruisselant sur le site. Celui-ci évolue en fonction de l'exploitation. Le niveau d'eau est régulé. À cet effet, un pompage est mis en place (120 m³/h) afin de rejeter les eaux par le biais d'une buse localisée en dessous de la route départementale au niveau du Dadou. L'exploitant procède à des analyses des eaux rejetées sur les paramètres décrits au paragraphe 3.3.1 du présent arrêté à minima deux fois par an (période de hautes eaux et période de basses eaux). Chaque rejet est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 : Conception et gestion des réseaux et point de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc...

Tout prélèvement dans les eaux souterraines est interdit.

Les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées vers le plan d'eau du site. Une fois pompées, les eaux servant au lavage des matériaux sont acheminées vers une succession de 3 bassins de décantation en série avant retour au plan d'eau du carreau (en circuit fermé).

Aucun rejet direct des eaux de lavage de l'aire se situant en dessous de l'installation de traitement au Dadou n'est autorisé.

3.3 : Limitation des rejets

3.3.1 : Caractéristiques du rejet externe

Les eaux issues du rejet de régulation du plan d'eau au Dadou respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

- Température maximale : 30°C
- pH : 5,5 et 8,5
- Hydrocarbures totaux (HCT) : 10 mg/L
- Matières en suspension (MES) : 35 mg/l
- Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 125 mg/L

3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 : Relevé du rejet de régulation du plan d'eau

Le débit de pompage en fond de carreau est surveillé par le biais d'un débitmètre. Le débit de pompage maximum est de 120 m³/h. L'exploitant suit les volumes d'eau rejetés au Dadou. Ces informations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 : Surveillance des eaux de surface

• Surveillance de la qualité du Dadou

L'exploitant procède à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètres	Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom		
DCO	Dadou amont	Semestrielle (période de hautes et basses eaux)
HCT		
MES		
pH		
Température		
DBO5		
DCO	Au niveau de la carrière (au point de rejet des eaux issues du plan d'eau)	
HCT		
MES		
pH		
Température		
DBO5		
DCO	Dadou aval (en amont de la centrale Tarn Enrobés)	
HCT		
MES		
pH		
Température		
DBO5		

Une station de mesure de la qualité de l'eau est installée en aval du rejet.

4 : AUTORISATIONS EMBARQUÉES

4.1 : Défrichement

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

Conformément aux articles L. 341-6 et L. 341-9 du code forestier, la présente autorisation est subordonnée au versement d'une indemnité compensatrice au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois d'un montant de **22 618 €**.

Cette indemnité est calculée de la façon suivante :

Coût moyen du reboisement estimé au niveau national par l'ONF : 2 800 € /hectare,

Coût du foncier : prix le plus bas des terres sur la commune de Montredon-Labessonnié : 1500 € / hectare (source Ministère de l'agriculture 2023) ;

Calcul : $(2\,800 + 1500) \times 2 \times 2,6300 = 22\,618 \text{ €}$.

5 : PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

5.1 : Mesures d'évitement

Les zones à éviter sont matérialisées sur le terrain avec l'appui d'un écologue. Ces zones concernent :

- les bâtiments favorables aux chiroptères et les arbres présentant des niveaux d'attractivité forts ;
- la ferme et le bâtiment actuellement loués ;
- les fronts les plus anciens et les enrochements au Nord de la fosse ;
- une zone du carreau sans activité favorable aux amphibiens ;
- la ligne de crête Ouest pour laquelle aucun déblai n'est autorisé sur le versant donnant sur le secteur de Lafenasse et la plaine de Réalmont.

Ces zones sont identifiées dans l'annexe 4 du présent arrêté.

5.2 : Mesures de réduction

5.2.1 : Mise en défens des secteurs sensibles

Les secteurs concernés (cf. annexe 5) sont :

- les secteurs attractifs pour les chiroptères situés à proximité des activités de carrière ;
- le bois et la haie situés entre les parcelles de stockage des stériles au Sud du site ;
- la zone de front et les enrochements anciens au Nord du site ;
- la zone de fourrés limitrophe au plan d'eau du site.

Ces zones sont balisées progressivement au fil de l'exploitation avec l'appui d'un écologue. Une signalisation sur ces zones est mise en place à l'aide de panneaux mentionnant « protection de la biodiversité ».

Les zones de stockage en bordure du Dadou sont rapatriées dans l'enceinte du site dans un délai maximal de 3 ans. Une fois réhabilitées, l'exploitant appose une clôture ou tout autre dispositif équivalent (en lien avec le conseil départemental) afin d'éviter le stationnement ou la circulation d'engins.

L'ensemble des balisages est maintenu en bon état durant toute la durée d'exploitation.

5.2.2 : Respect du calendrier écologique

L'ensemble des travaux à réaliser sur le site doit respecter le calendrier écologique suivant :

Intervention	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A
Travaux de déboisement/défrichage, décapages												
Remaniement et stockage des stériles												
Entretien de la végétation dans les secteurs aménagés												

	<i>Période favorable</i>
	<i>Période à éviter</i>

5.2.3 : Reboisement

L'exploitant procède, dès l'autorisation, à la plantation d'arbres et arbustes à feuilles caducs d'essence locales sur les zones suivantes (cf.annexe 6) :

- une parcelle localisée au Nord-Ouest de la carrière, à proximité des boisements les plus anciens impactés ;
- en bordure Ouest du site et le long du lieu-dit « Le Rivet » ;
- à l'angle Ouest du site ;
- au Sud-Est ;

Ces plantations représentent une surface de 1,8 ha.

Des plantations seront également effectuées lors du réaménagement des plateformes de stockage bordant le Dadou pour une surface de 0,3 ha supplémentaire.

5.2.4 : Sécurisation d'un bois ancien

L'exploitant réalise un îlot de sénescence d'une surface d'environ 0,6 ha sur des boisements de feuillus (cf.annexe 7). À ce titre, cette zone est interdite de toute exploitation forestière.

5.2.5 : Création de mares et de gîtes à amphibiens

L'exploitant maintient au niveau du carreau une zone favorable en dehors des zones d'intervention (0,3 ha minimum). Il crée une mare (ou chapelet de mares) sur la carrière en dehors de toute exploitation. Cette mare ou chapelet de mares peut être déplacée en fonction de l'exploitation après avis d'un écologue et sous sa surveillance.

La création du chapelet de mares est réalisée entre début septembre et fin janvier.

Un curage et un entretien de la végétation sont réalisés en cas de besoin. Afin de limiter l'impact sur la faune, le curage doit être partiel (uniquement une moitié de la mare) et réalisé idéalement entre septembre et octobre. Lors du curage, il ne devra pas être porté atteinte à la couche d'argile.

Un débroussaillage des berges peut être rendu nécessaire afin que la mare reste accessible. Ce débroussaillage est réalisé entre septembre et octobre. Il peut être partiel ou total, selon l'évolution de la végétation et les espèces d'amphibiens utilisant la mare. Dans ce cas, un écologue valide la surface à débroussailler.

Des gîtes à amphibiens (tas de cailloux, de bois) sont créés à proximité de ces nouveaux habitats. Suivant les contraintes d'exploitation, cette zone favorable peut être déplacée sous la supervision d'un écologue et à une période adaptée.

5.2.6 : Aménagement des talus

Les prairies au Sud du site où seront stockés les matériaux font l'objet d'un remodelage topographique à l'aide des stériles d'exploitation. L'exploitant veille à remodeler avec des courbes « douces ». Les talus sont recouverts de terre végétale dont l'origine est contrôlée et exempte d'espèces exotiques envahissantes puis ensemencés. L'ensemencement est effectué avec des essences herbacées locales et adaptées au contexte de la carrière. Ces fourrés ne sont entretenus qu'après validation d'un écologue.

L'exploitant maintient au minimum 2 ha de fourrés sur son site durant toute la durée de l'exploitation.

Un contrôle du développement des espèces exotiques envahissantes est mis en place sur ces zones.

Au préalable de ce remodelage, la terre végétale est retirée afin de la conserver et de la réutiliser dans le cadre de la remise en état.

Des merlons d'une hauteur d'1 m 50 sont positionnés en partie supérieure des talus afin de sécuriser la circulation des engins. Ces merlons sont réalisés à l'aide matériaux terreux favorables à une reprise spontanée de la végétation.

De manière générale et pour tous les travaux de décapage, l'exploitant veille à bien séparer les différents horizons humifères afin de préserver la qualité agronomique des terres.

Les profils des plateformes de stockage sont conformes à ceux annexés au présent arrêté (annexe 8).

La prairie à l'Ouest du site, le talweg ainsi que le talus boisé entre les deux stockages sont évités.

5.3 : Mesures d'accompagnement

Lorsque les zones de stockages en bordure du Dadou seront libérées, l'exploitant procède en surface au régalage de terre végétale. Un ensemencement est réalisé à l'aide d'essences herbacées locales. Des plantations sont effectuées afin de reconstituer la ripisylve du Dadou. La nature des plantations est définie en concertation avec un écologue.

En collaboration avec le conseil départemental, des blocs rocheux ou une clôture est mis en place afin d'éviter le passage ou le stationnement de véhicules.

5.4 : Suivi des mesures

Un suivi des mesures mises en place est réalisé par des écologues.

Un suivi botanique est réalisé tous les 3 ans. Il consiste à réaliser un inventaire floristique du site et à surveiller le développement potentiel d'espèces envahissantes.

Un suivi de la faune est réalisé à raison de 4 passages annuels durant les trois premières années d'exploitation. Il consiste en trois passages printaniers (un passage axé sur les oiseaux nicheurs précoces et la petite faune diurne, un passage nocturne axé sur les amphibiens et les rapaces nocturnes, un passage axé sur les chiroptères (vérification de l'occupation des gîtes artificiels) et un passage en période estivale.

Par la suite, le suivi est assuré par quatre passages au début de chaque phase (tous les 5 ans) :

- deux passages par un chiroptérologue au printemps et en été ;
- deux passages en période diurne et nocturne pour l'avifaune et les amphibiens.

Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu systématique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6 : PROTECTION DU CADRE DE VIE

6.1 : Limitation des niveaux de bruit

Les points de contrôle en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée sont définis par le plan en annexe 9.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à respecter sont ceux définis dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cas d'un démarrage de l'activité en période nocturne (avant 7 h 00), l'exploitant procède à une mesure des émissions sonores.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès le démarrage de l'exploitation puis tous les 3 ans.

6.2 : Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

7 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

7.1 : Conception des installations

7.1.1 : Organisation des stockages

Dispositions spécifiques		
Nature des produits stockés	Quantité	Rétention
Cuve d'hydrocarbures fixe (GNR)	32 m ³	Cuve double paroi
Cuve d'hydrocarbures mobile (GNR)	1 m ³	Cuve double paroi

7.1.2 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant maintient libre accès au site pour permettre l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces voies doivent être maintenues dans un état qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Elles sont délimitées, maintenues dans un état constant de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Dans la mesure du possible, ces voies ne doivent pas présenter de cul-de-sac. A défaut, elles sont aménagées de manière à permettre le retournement des engins de secours à leur extrémité.

L'exploitant procède à l'affichage au niveau de l'accueil des secours d'un plan schématique pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il représente à minima tous les bâtiments, les voies de circulation, la localisation des hydrants, des locaux à risques particuliers, des dispositifs de commande de sécurité, des organes de coupure de fluides et des sources d'énergie et les moyens d'extinction fixes et alarmes.

7.1.3 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les cuves d'hydrocarbures sont équipées de double paroi.

Le ravitaillement des engins à pneus est réalisé sur l'aire étanche elle-même reliée à un déshuileur. Le ravitaillement des engins à chenilles est effectué en bord à bord avec bac de rétention et présence de kit antipollution.

7.2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets et dans chaque engin ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

8 : PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

8.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

8.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

8.3 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

8.4 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au

négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

9 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

9.1 : Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

9.1.1 : Rythme de fonctionnement

Les horaires associés aux activités des installations sont de 5 h 30 à 20 h 00 du lundi au vendredi.

9.1.2 : Modalités d'extraction

I - Phasage

L'extraction est réalisée en six phases quinquennales d'une durée de 5 ans chacune, selon les plans de phasage annexés au présent arrêté (annexe 10).

- **Détails du phasage :**

Phase 1 : Recul progressif des fronts existants et élargissement des banquettes. Les terrains situés au Sud de l'exploitation sont décapés. Les stériles d'exploitations sont mis en forme pour constituer une plateforme à la cote 350 m NGF destiné à accueillir les matériaux inertes externes au site. Une zone tampon de stockage (d'une superficie de 1 à 1,5 ha) est créée à proximité immédiate de l'installation de traitement dans le but de rapatrier les stockages actuels en bordure du Dadou.

Phase 2 : Poursuite du recul progressif des fronts et du décapage de la zone d'extension. Création de 2 nouvelles plateformes avec les stériles aux cotes respectives de 350 et 340 m NGF.

Phase 3 : Poursuite du recul progressif des fronts au Sud Ouest de la fosse. Création d'une nouvelle plateforme à une cote de 340 m NGF.

Phase 4 : Poursuite du recul progressif des fronts sur la partie Sud Est de la fosse.

Phase 5 : Finalisation du recul des fronts supérieurs. Stockage des matériaux de découverte en merlon en bordure des zones d'extraction et de stockage dans l'attente de sa reprise lors de la phase ou de la phase suivante pour le réaménagement des terrains (talutage des fronts supérieurs, renapage des plateformes Sud à la fin de l'activité).

Phase 6 : Recul des fronts bas du site, agrandissement du plan d'eau et remise en état du site
Toute modification de ce phasage doit faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance préalable auprès de la préfecture.

En parallèle du phasage d'exploitation et de l'avancement des plateformes, l'exploitant procède à une réorganisation de ses stockages sur site conformément à l'annexe 11.

II – Cote minimale d'extraction

- Cote minimale du fond d'exploitation (hors plan d'eau) : 220 m NGF
- Hauteur maximale des fronts : 15 mètres
- Largeur minimale des gradins/banquettes en cours d'exploitation : 10 à 20 mètres

III – Stabilité des fronts

Les fronts ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

IV – Abattage à l'explosif

L'extraction est réalisée par abattage à l'explosif.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les projections de pierres et assurer la protection des tiers sur les parcelles et voies de circulation environnantes lors des tirs de mines.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

La procédure tir de mines, ainsi que la charge unitaire, sont adaptées dès lors que l'extraction se rapproche de l'habitation. Une information préalable est transmise à l'inspection des installations classées.

9.2 : Activité de recyclage

L'exploitant est autorisé à accepter 50 000 tonnes par an de matériaux inertes extérieurs sur son site. Aucun de ces apports n'est utilisé dans le cadre de la remise en état de la carrière.

Les matériaux autorisés au transit et au recyclage sont ceux fixés par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

9.3 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2000 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2007 sont abrogés par le présent arrêté.

La lettre préfectorale du 2 décembre 2019, relative aux rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, n'est plus applicable.

9.4 : Instance de suivi de site

L'exploitant met en place une instance de suivi de son site. Cette commission qui se réunit à minima annuellement a pour but d'instaurer un espace d'échanges entre l'exploitant et les différentes parties prenantes (élus, riverains, associations, parc naturel régional du Haut-Languedoc, fédération de pêche, etc,...).

Dans les sujets abordés lors de cette commission figurent notamment le bilan de l'année passée (production, rejets eaux, suivi biodiversité, éventuels incidents/accidents,...).

Un compte-rendu de ces réunions est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées.

10 : DISPOSITIONS FINALES

10.1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de

l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

10.2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Tarn prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tiers, auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

10.3 : Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-50 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montredon-Labessonnié, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Montredon-Labessonnié, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Tarn .

3° Le présent arrêté est adressé :

- aux conseils municipaux des communes de Montredon-Labessonnié, Terre-de-Bancalié, Réalmont et Vénès
- à la communauté de communes Centre Tarn
- au conseil départemental du Tarn

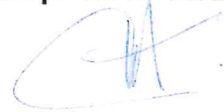
4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

10.4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires du Tarn, le directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BESSAC TPC.

Fait à Castres le 22 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Castres



Laurent GANDRA-MORENO

ANNEXE 1 :
ARRÊTE PRÉFECTORAL DE DIAGNOSTIC ARCHÉOLOGIQUE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Arrêté n° 76-2024-0582 Du 17/05/2024

portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;
Préfet de la Haute-Garonne ;
Officier de la Légion d'honneur ;
Commandeur de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R76-2023-03-03-00024 du 3 mars 2023 portant délégation de signature à M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté modificatif du 21 novembre 2023 portant sudélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et ordonnancement secondaire) ;

Vu le dossier enregistré sous le n° IA0811822400002, aménagement soumis à EI et à autorisation administrative, déposé par – BESSAC TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES SA – pour le projet « Le Rivet » localisé à MONTREDON-LABESSONNIE, transmis par la DREAL OCCITANIE / UID Tarn-Aveyron, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 13 mai 2024 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : situés à proximité de plusieurs entités archéologiques mentionnées dans la base de données de la carte archéologique nationale ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

Considérant que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) est le seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné par le projet d'aménagement susvisé.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « Le Rivet », sis en :

RÉGION : OCCITANIE

• DEPARTEMENT : TARN

COMMUNE : MONTREDON-LABESSONNIE

Cadastre : Section : AE, Parcelle(s) : partie de 2-4, 10, partie de 11, 12, partie de 14-15, 18, 28, 94-95, 104 / Section : AC, Parcelle(s) : partie de 71-72, partie de 75-76, 165, partie de 97, partie de 243, partie de 245,

Réalisé par : BESSAC TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES SA

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 223 429 m², est figurée sur les documents graphiques annexés au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par le présent arrêté est attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Article 3 - L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 4 - Objectifs scientifiques

Le projet d'aménagement est situé à proximité de plusieurs entités archéologiques mentionnées dans la base de données de la carte archéologique nationale. Le responsable de l'opération s'attachera à vérifier la localisation des vestiges éventuels, à en définir la nature, l'attribution chronologique et l'état de conservation, afin de livrer toutes les informations nécessaires à une éventuelle prescription de fouille.

Article 5 - Principes méthodologiques

Dans le cadre de l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur prendra connaissance des rapports d'opérations réalisés par l'INRAP, ou un opérateur habilité, consultables à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie, Service régional de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993.

Le diagnostic consistera à sonder, à l'aide de moyens mécaniques adaptés, l'emprise concernée par les travaux à hauteur de 10 % de sa surface totale. Le principe de représentativité statistique qui sous-tend cette approche implique une implantation disposée selon une trame régulière dépourvue de zone aveugle. Dans la mesure du possible, les tranchées seront orientées en fonction de la topographie et/ou des parcelles anciens mais également afin d'accéder à une meilleure compréhension d'éléments particuliers (orientation des structures, densité des faits, voirie, bâti...). La base des niveaux anthropisés sera atteinte, en ménageant, s'il y a lieu, des paliers permettant de travailler en sécurité. En l'absence de vestiges archéologiques, le creusement sera conduit jusqu'au niveau réputé naturel sur au moins le tiers de la longueur de la tranchée. Des extensions limitées pourront être réalisées afin de vérifier la continuité ou les relations stratigraphiques entre structures.

Des coupes stratigraphiques seront relevées dans un échantillon représentatif de sondages. De plus, un plan topographique complet des sondages et des vestiges sera dressé, rattaché au nivellement général de la France et au système géodésique français. Les relevés stratigraphiques des sondages offrant des séquences complexes ou susceptibles de renseigner le contexte géoarchéologique local seront effectués par un géomorphologue. Les zones à forte densité archéologique feront l'objet de plans particuliers et d'une couverture photographique adaptée. Les résultats obtenus sur le terrain seront remis dans le contexte des données issues des sources bibliographiques et archivistiques, afin de permettre la mise en contexte des informations archéologiques. Le mobilier sera intégralement prélevé.

Dans le cadre de la réalisation du rapport d'opération, les vestiges éventuellement mis au jour seront documentés à partir de l'analyse de la stratigraphie et des mobiliers. Ces derniers seront lavés, conditionnés et inventoriés selon les normes en vigueur au Service régional de l'archéologie Occitanie et étudiés de manière exhaustive. La documentation constituée au cours de l'opération sera indexée. Enfin, les découvertes seront replacées dans le contexte historique et archéologique local.

L'ensemble des données recueillies sera présenté et analysé de manière à fournir un état des lieux précis des vestiges mis au jour, de leur chronologie, de leur profondeur d'enfouissement et de leur degré de conservation.

Le rapport final d'opération, ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique, devront être rédigés en français. De plus, il devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Il sera notamment demandé une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération, en lien avec l'occupation du sol du secteur et par rapport aux problématiques actuelles liées aux périodes concernées par l'opération. Un soin particulier sera porté au rendu graphique, dans le rapport d'opération archéologique, des relevés effectués sur le terrain.

La documentation scientifique et le mobilier issus de l'opération archéologique seront remis à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie (service régional de l'archéologie) conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de

conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques.

Enfin, lors de la remise du rapport d'opération, une documentation numérique constituée des fichiers d'inventaires et des plans sera communiquée sous formats natifs au Service régional de l'archéologie (de type « xls » pour les inventaires, « shape » ou « dwg » pour les plans topographiques).

L'opérateur fournira au Conservateur régional de l'archéologie et à l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier un calendrier prévisionnel des interventions pour la phase de terrain ; puis, pour la phase d'étude, la liste des éventuels intervenants extérieurs pressentis et le calendrier général prévisionnel. Il leur donnera toutes informations utiles sur les lieux de stockage et sur les éventuels transferts des biens archéologiques mobiliers.

Le responsable d'opération tiendra informés le Conservateur régional de l'archéologie et l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du déroulement de l'opération, sur les découvertes, les avancées et les difficultés, sur la consommation des moyens affectés et sur tous autres sujets d'importance. Cette information pourra se faire par messagerie électronique.

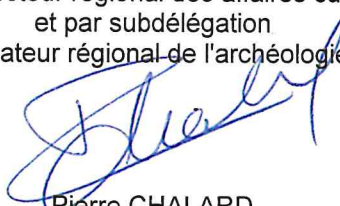
Article 6 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : généraliste.

Article 7 - Le directeur régional des affaires culturelles, est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à DREAL OCCITANIE / UID Tarn-Aveyron, à BESSAC TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES SA et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Fait à Toulouse, le 17 mai 2024

Pour le Préfet de Région,
et par délégation,
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,
et par subdélégation
Le conservateur régional de l'archéologie adjoint



Pierre CHALARD

Illustration 6 : Emprise de la demande – parcelles de l'extension
Réalisation : ARTIFEX 2023

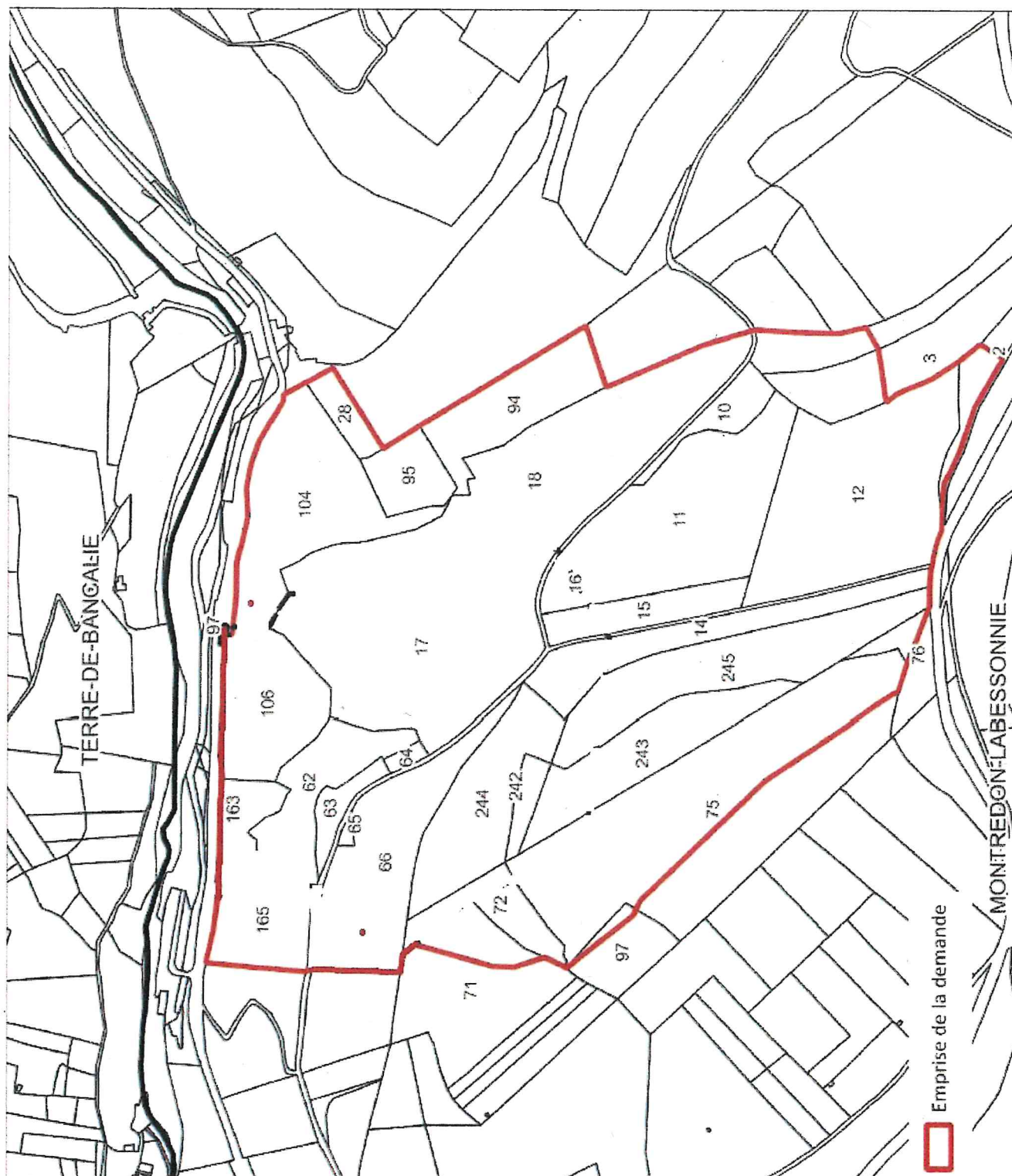




Illustration 4 : Localisation du projet à l'échelle de la commune de Montredon-Labessonnié

Réalisation : ARTIFEX 2023

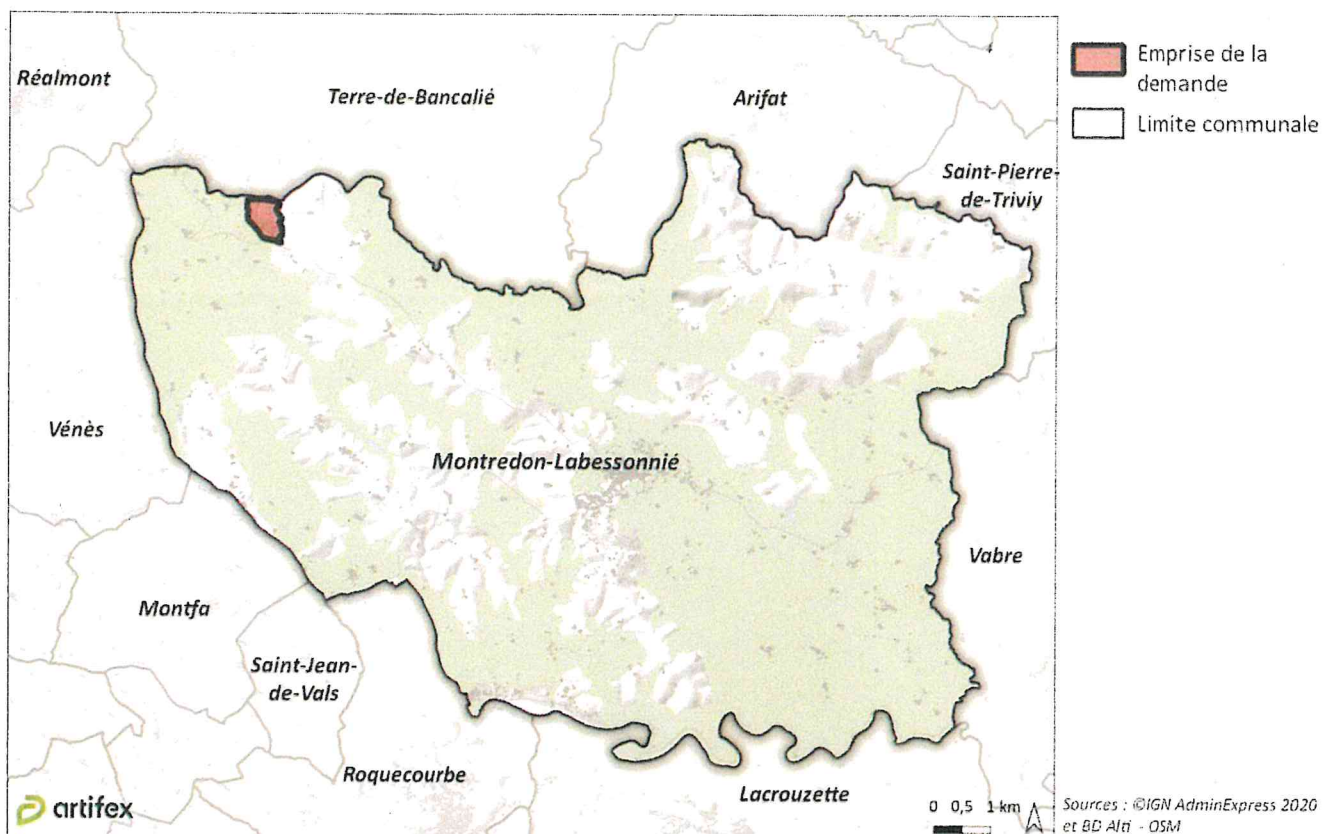
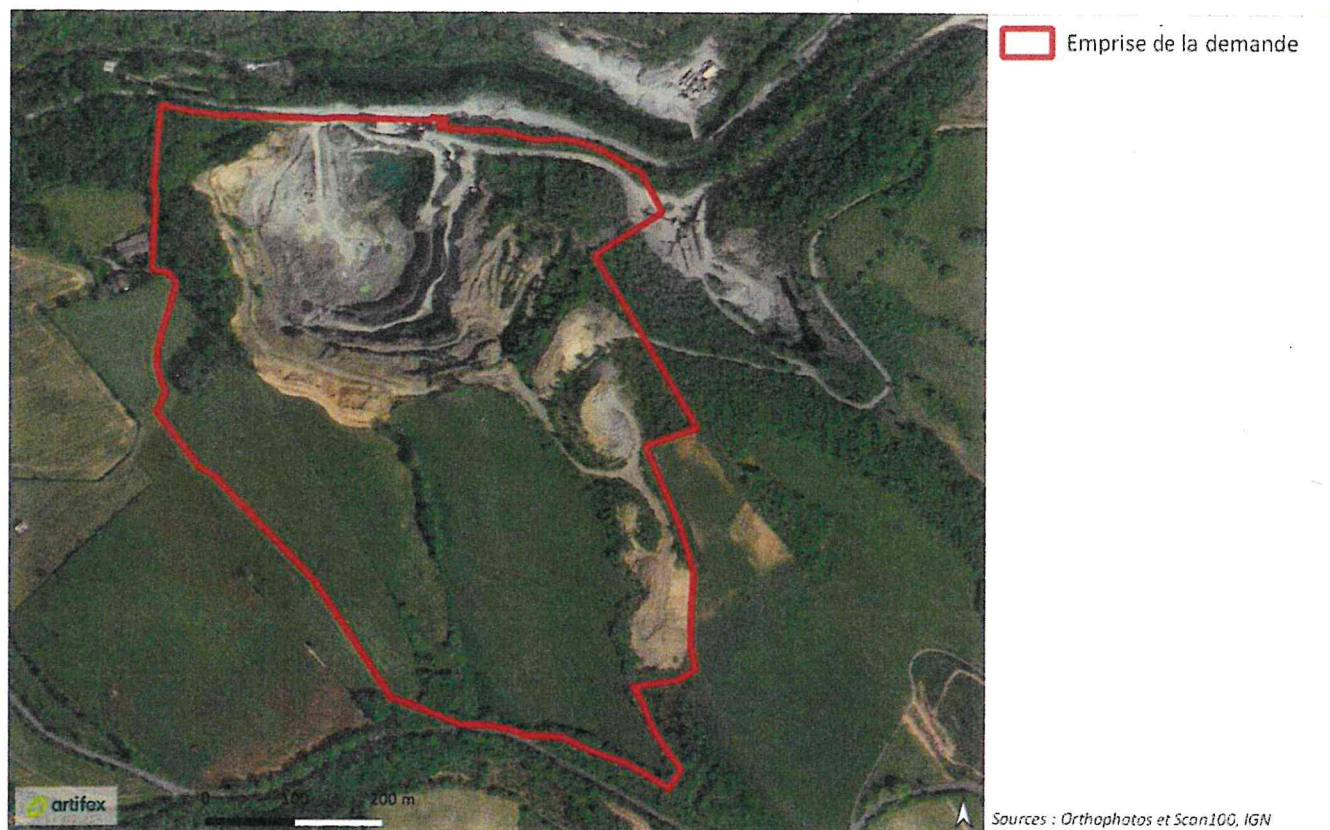


Illustration 5 : Localisation du projet

Réalisation : ARTIFEX 2023





PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles

Arrêté n° 76-2024-0877 du 14 août 2024

portant modification de l'arrêté n°76-2024-0582 du 17 mai 2024 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R76-2023-03-03-00024 du 3 mars 2023 portant délégation de signature à M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté modificatif n° R76-2023-11-21-00004 du 21 novembre 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et ordonnancement secondaire) ;

Vu l'arrêté n°76-2024-0582 du 17 mai 2024 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive (MONTREDON-LABESSONIE, TARN, Le Rivet) ;

Vu la transmission du plan de masse précisant le projet d'extension de carrière, reçue par courriel en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 8 août 2024 ;

Considérant que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) est le seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné par le projet d'aménagement susvisé.

ARRÊTE

Article 1 - L'emprise du diagnostic d'archéologie définie par l'article 1 de l'arrêté n°76-2024-0582 du 17 mai 2024 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive, ainsi que le document graphique en annexe 1, sont modifiés comme suit :

Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « Le Rivet », sis en :

RÉGION : OCCITANIE

DEPARTEMENT : TARN

COMMUNE : MONTREDON-LABESSONIE

Cadastre : Année : 2024, Préfixe : 000, Section :

- AE, Parcelles : 2p, 10, 11, 12, 14p, 15p, 16, 17p, 18p, 97 ;
- AC, Parcelles : 62p, 66p, 71p, 72, 75p, 76p, 97p, 163p, 165, 243p, 244p, 245p ;
- Chemin non cadastré.

Réalisé par : BESSAC TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES SA

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie d'**environ 17,4 ha**, est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Article 2 - Les principes méthodologiques définis par l'article 5 de l'arrêté n°76-2024-0582 du 17 mai 2024 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive sont modifiés comme suit :

Dans le cadre de l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur prendra connaissance des rapports d'opérations réalisés par l'INRAP, ou un opérateur habilité, consultables à la Direction régionale des

affaires culturelles Occitanie, Service régional de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993.

Avant le démarrage de l'opération, le maître d'ouvrage des travaux devra s'assurer qu'il a obtenu toutes les autorisations environnementales nécessaires pour que l'opérateur puisse intervenir sur l'emprise figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic consistera pour une part à sonder, à l'aide de moyens mécaniques adaptés, l'emprise concernée par les travaux à hauteur de 10 % de sa surface totale. Une partie de l'emprise du diagnostic prendra la forme d'une prospection au sol. Cette dernière couvre une surface d'environ 29 000 m², regroupant les parcelles 245p, 76p et 14p.

Concernant la partie du diagnostic sous forme de sondages à la pelle mécanique adaptée, le principe de représentativité statistique qui sous-tend cette approche implique une implantation disposée selon une trame régulière dépourvue de zone aveugle. Dans la mesure du possible, les tranchées seront orientées en fonction de la topographie et/ou des parcellaires anciens mais également afin d'accéder à une meilleure compréhension d'éléments particuliers (orientation des structures, densité des faits, voirie, bâti...). La base des niveaux anthropisés sera atteinte, en ménageant, s'il y a lieu, des paliers permettant de travailler en sécurité. En l'absence de vestiges archéologiques, le creusement sera conduit jusqu'au niveau réputé naturel sur au moins le tiers de la longueur de la tranchée. Des extensions limitées pourront être réalisées afin de vérifier la continuité ou les relations stratigraphiques entre structures.

Des coupes stratigraphiques seront relevées dans un échantillon représentatif de sondages. De plus, un plan topographique complet des sondages et des vestiges sera dressé, rattaché au nivellement général de la France et au système géodésique français. Les relevés stratigraphiques des sondages offrant des séquences complexes ou susceptibles de renseigner le contexte géoarchéologique local seront effectués par un géomorphologue. Les zones à forte densité archéologique feront l'objet de plans particuliers et d'une couverture photographique adaptée. Les résultats obtenus sur le terrain seront remis dans le contexte des données issues des sources bibliographiques et archivistiques, afin de permettre la mise en contexte des informations archéologiques. Le mobilier sera intégralement prélevé.

Dans le cadre de la réalisation du rapport d'opération, les vestiges éventuellement mis au jour seront documentés à partir de l'analyse de la stratigraphie et des mobiliers. Ces derniers seront lavés, conditionnés et inventoriés selon les normes en vigueur au Service régional de l'archéologie Occitanie et étudiés de manière exhaustive. La documentation constituée au cours de l'opération sera indexée. Enfin, les découvertes seront replacées dans le contexte historique et archéologique local.

L'ensemble des données recueillies sera présenté et analysé de manière à fournir un état des lieux précis des vestiges mis au jour, de leur chronologie, de leur profondeur d'enfouissement et de leur degré de conservation.

Le rapport final d'opération, ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique, devront être rédigés en français. De plus, il devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Il sera notamment demandé une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération, en lien avec l'occupation du sol du secteur et par rapport aux problématiques actuelles liées aux périodes concernées par l'opération. Un soin particulier sera porté au rendu graphique, dans le rapport d'opération archéologique, des relevés effectués sur le terrain.

La documentation scientifique et le mobilier issus de l'opération archéologique seront remis à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie (service régional de l'archéologie) conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques.

Enfin, lors de la remise du rapport d'opération, une documentation numérique constituée des fichiers d'inventaires et des plans sera communiquée sous formats natifs au Service régional de l'archéologie (de type « xls » pour les inventaires, « shape » ou « dwg » pour les plans topographiques).

L'opérateur fournira au Conservateur régional de l'archéologie et à l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier un calendrier prévisionnel des interventions pour la phase de terrain ; puis, pour la phase d'étude, la liste des éventuels intervenants extérieurs pressentis et le calendrier général prévisionnel. Il leur donnera toutes informations utiles sur les lieux de stockage et sur les éventuels transferts des biens archéologiques mobiliers.

Le responsable d'opération tiendra informés le Conservateur régional de l'archéologie et l'agent du Service régional de l'archéologie chargé du suivi du déroulement de l'opération, sur les découvertes, les avancées et les difficultés, sur la consommation des moyens affectés et sur tous autres sujets d'importance. Cette information pourra se faire par messagerie électronique.

Article 3 - Le reste des modalités de prescriptions contenues dans l'arrêté n°76-2024-0651 du 3 juin 2024 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive susvisé, est maintenu sans changements.

Article 4 - Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au BESSAC TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES SA, à la DREAL Occitanie / UID Tarn-Aveyron, et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

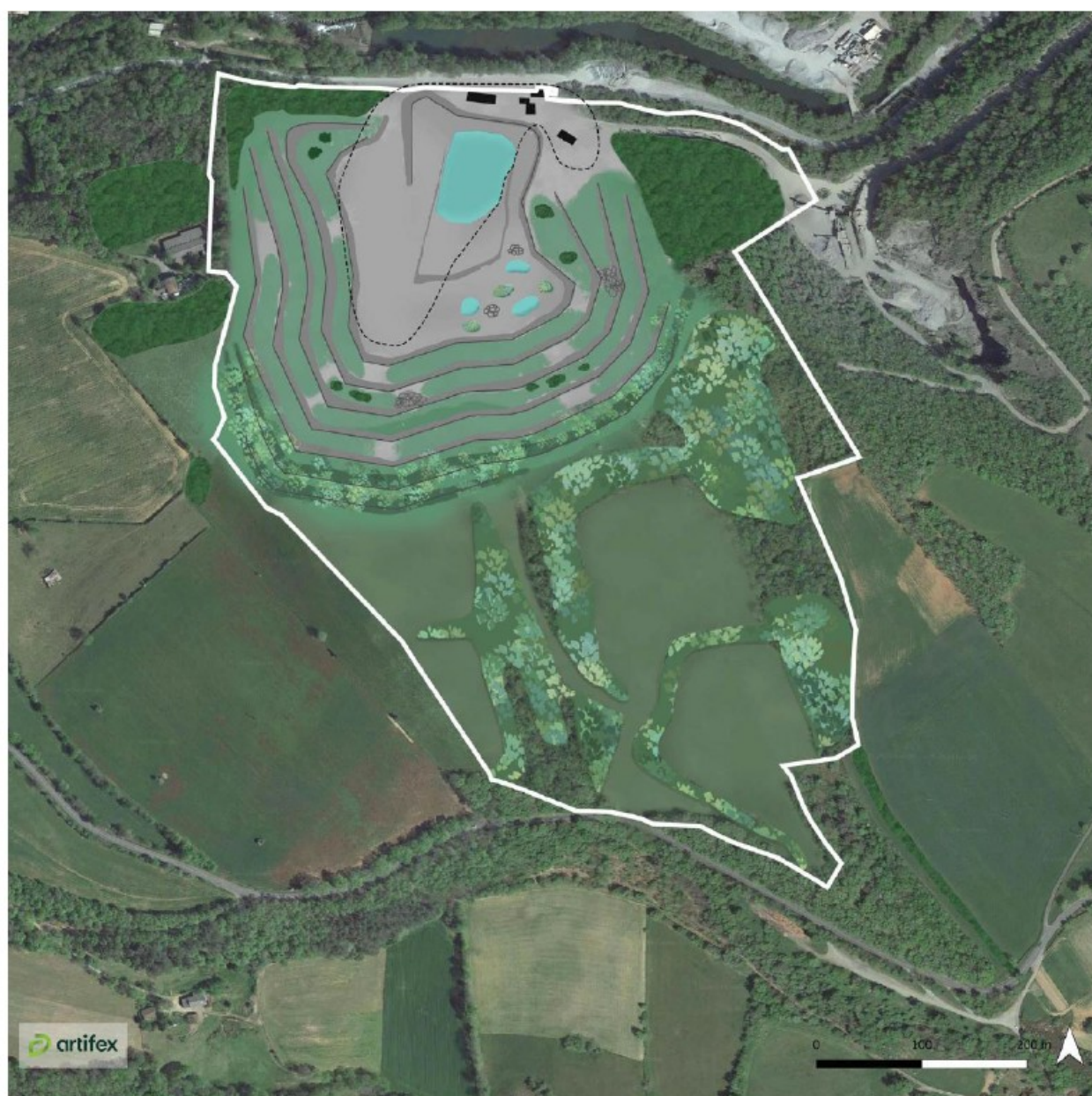
Fait à Toulouse, le 14 août 2024

Pour le Préfet de Région et par délégation,
Pour le Directeur régional des affaires
culturelles,
et par subdélégation
Le Conservateur régional de l'archéologie
adjoint, site de Toulouse



Pierre CHALARD-BIBERSON


ANNEXE 2 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT



Légende

 Zone maintenue pour les activités de traitement et stockage

 Zone minérale

 Bâtiments et équipements existants/conservés

 Réseau de mares



Gîtes à reptiles

Eboulis



Zone enherbée



Fronts talués et fourrés



Prairies



Boisements plantés

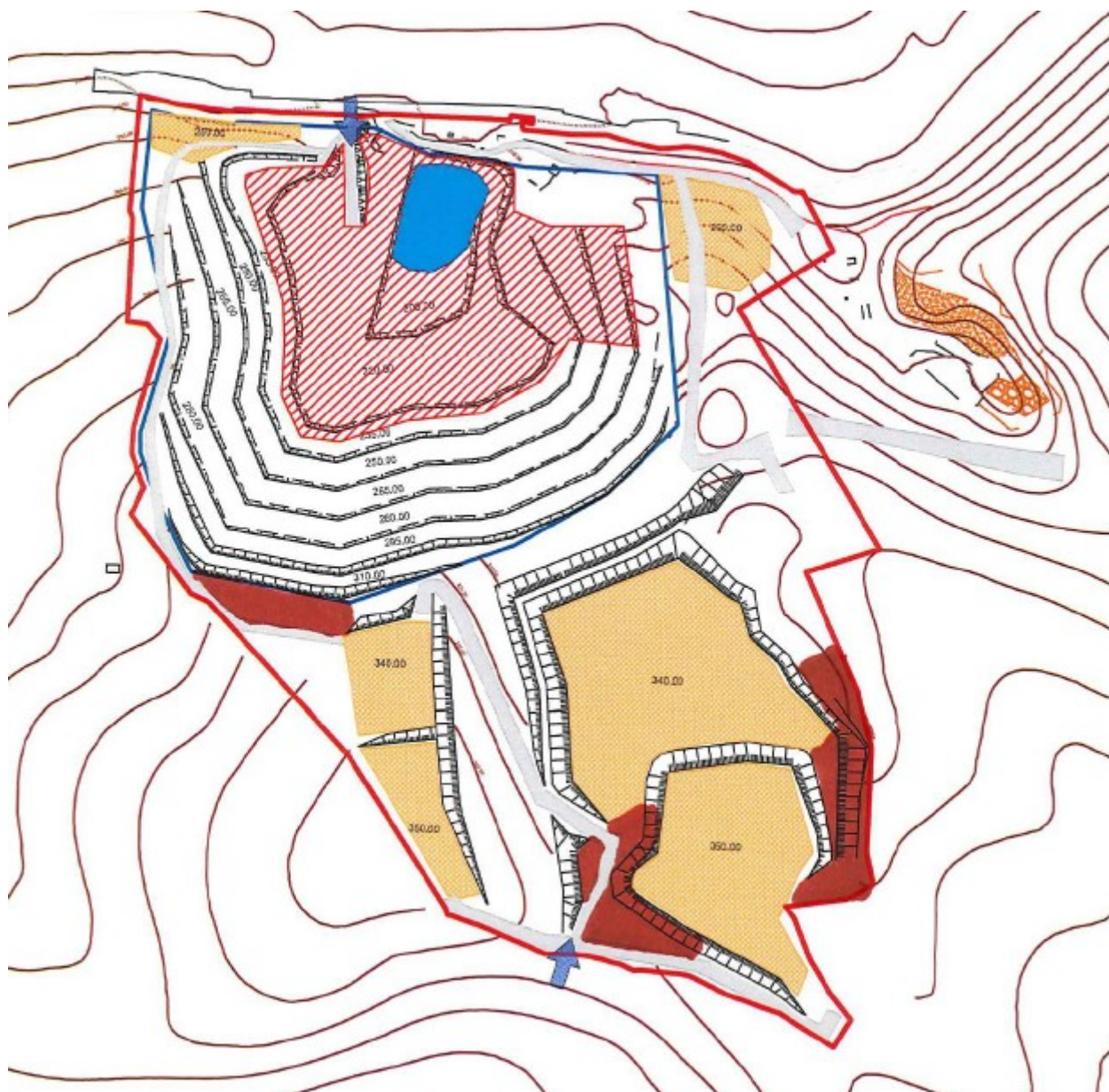


Fourrés

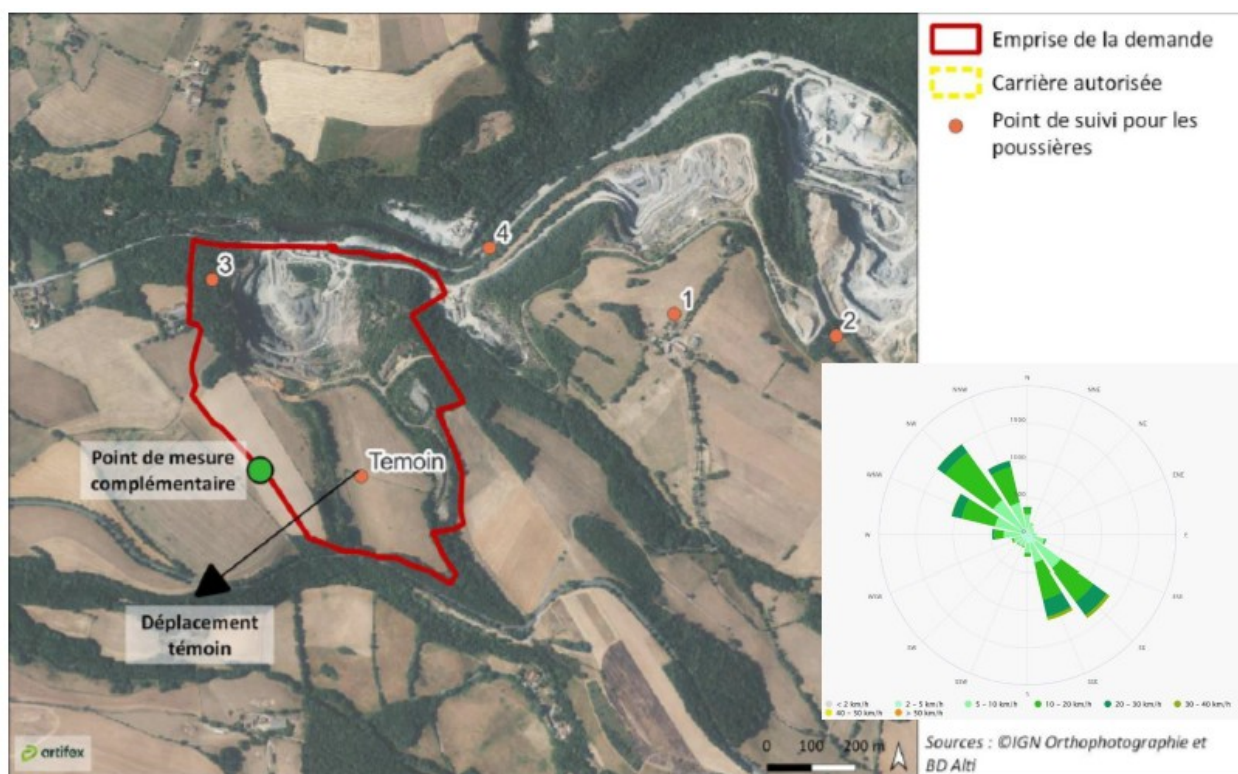
ANNEXE 2 BIS : PLANTATION REMISE EN ÉTAT – AVIS COLLECTIVITÉ



Plantations à réaliser



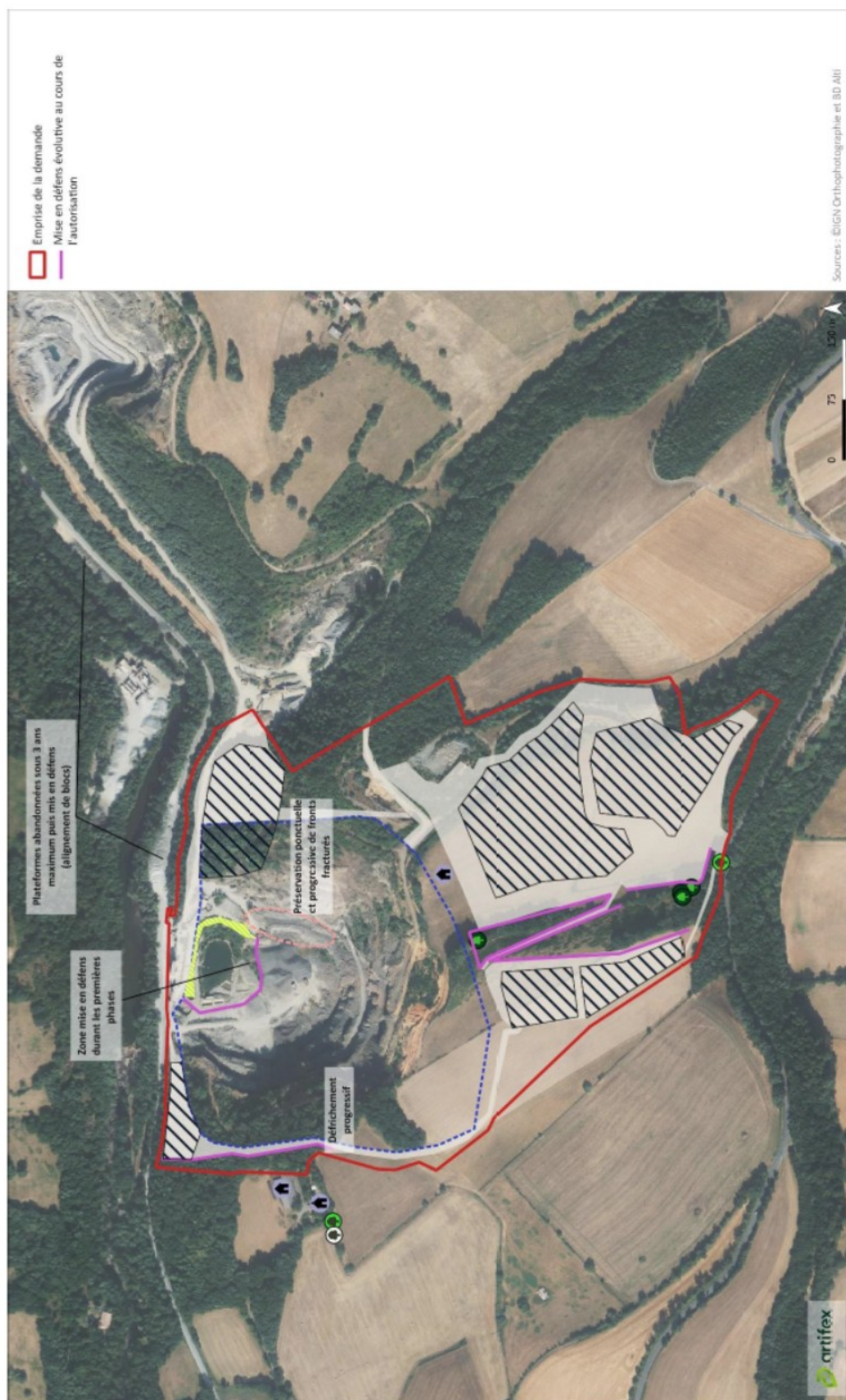
ANNEXE 3 : LOCALISATION DES JAUGES OWEN



ANNEXE 4 : SECTEURS ÉVITÉS



ANNEXE 5 : MISE EN DÉFENS DES SECTEURS SENSIBLES



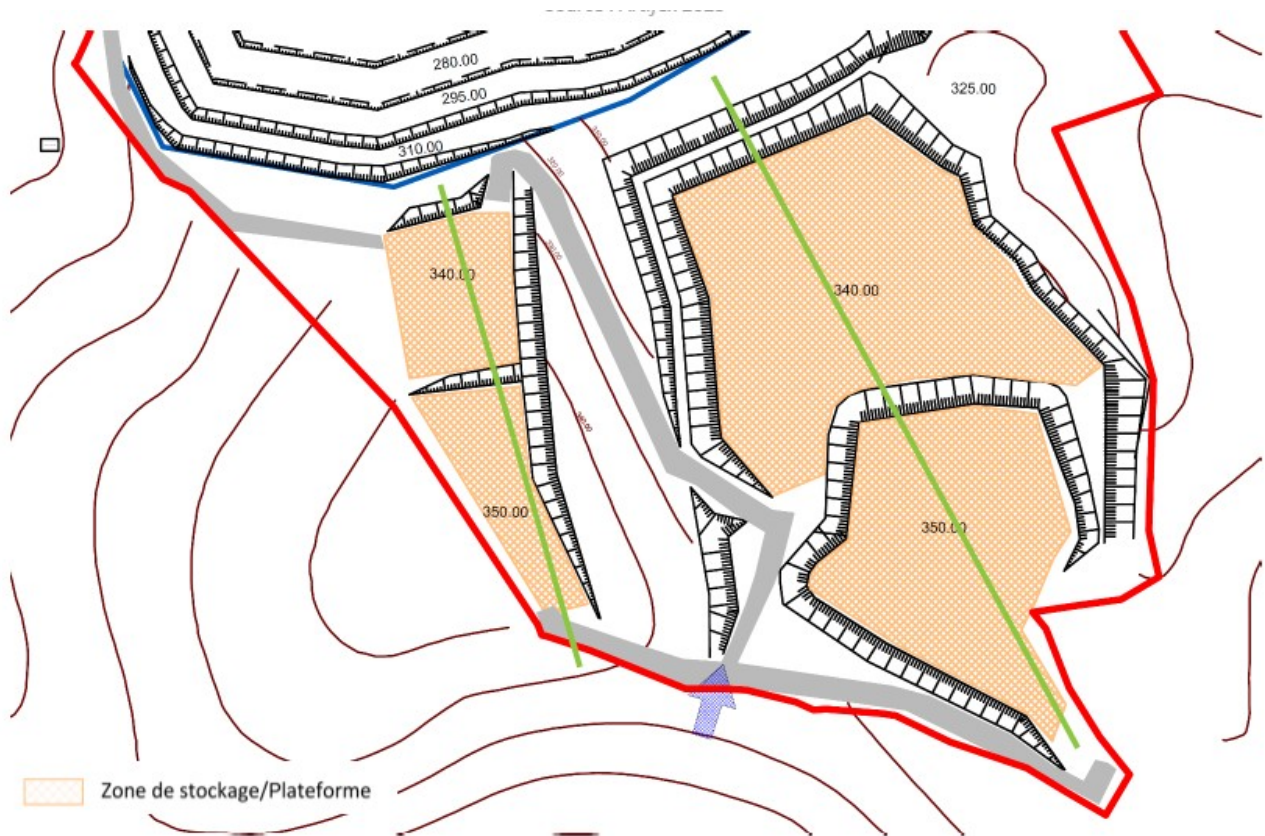
ANNEXE 6 : CARTOGRAPHIE DU REBOISEMENT



ANNEXE 7 : ÎLOT DE SENESCENCE



ANNEXE 8 : PROFIL DES PLATEFORMES DE STOCKAGE



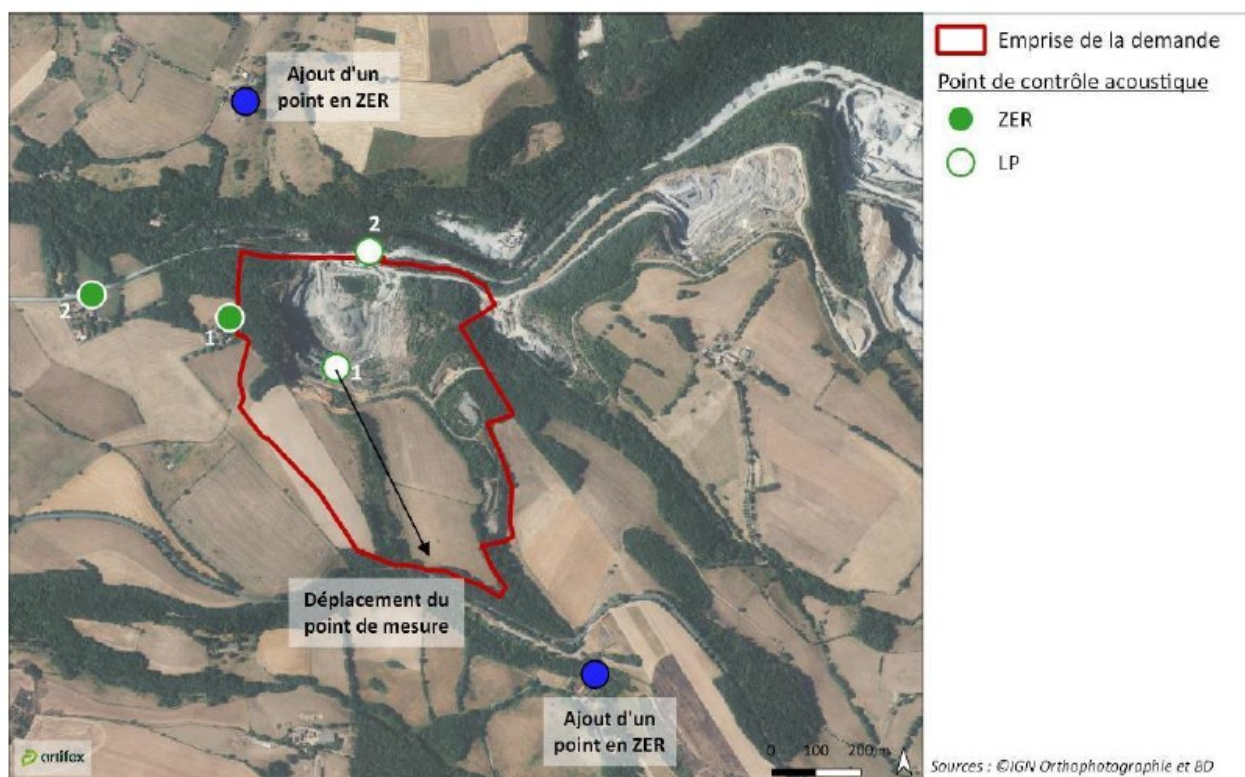
Plateforme Ouest



Plateforme Est









ANNEXE 9 : MESURES DES ÉMISSIONS SONORES



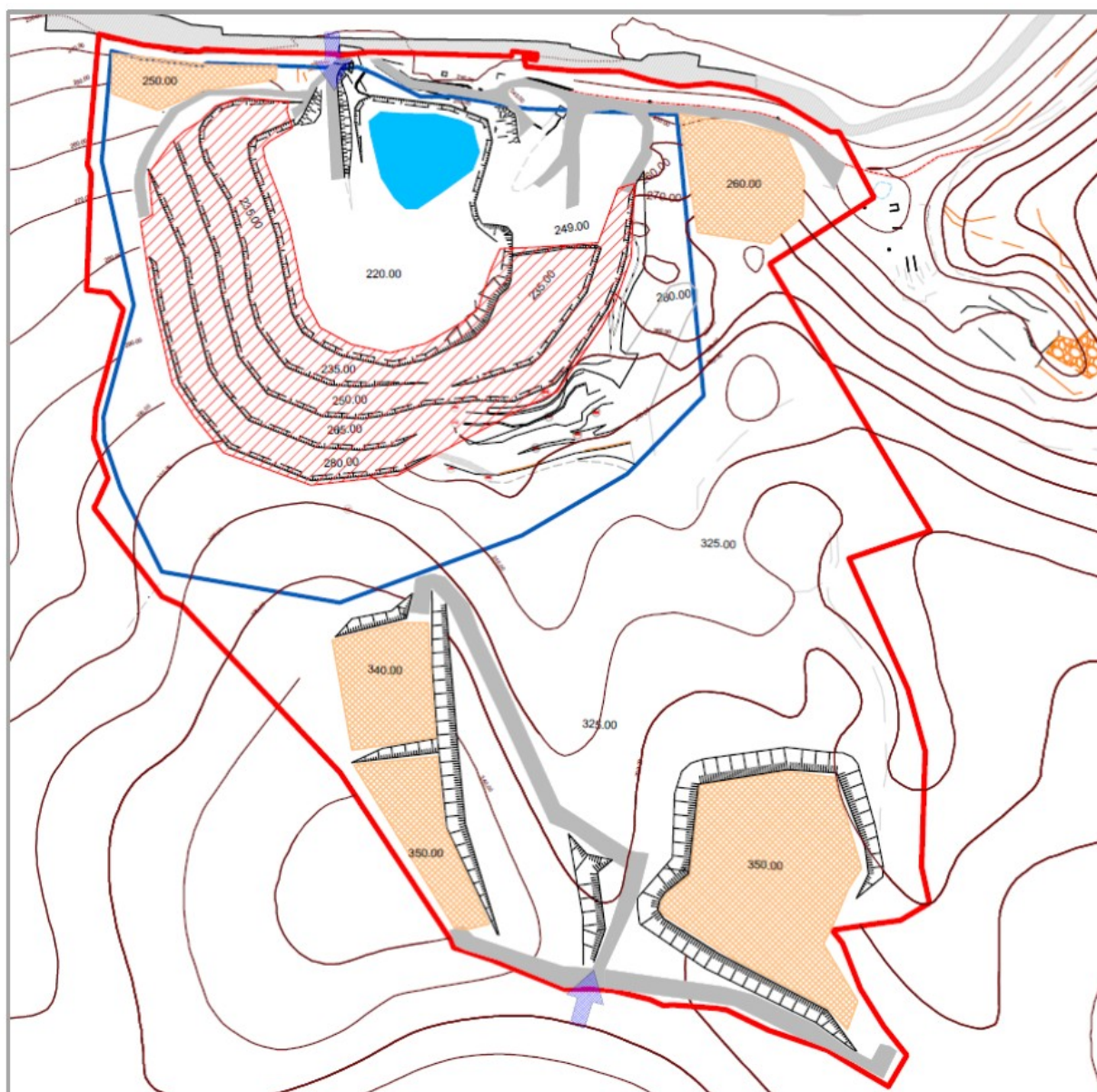
PHASE 1









Phase 1

	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

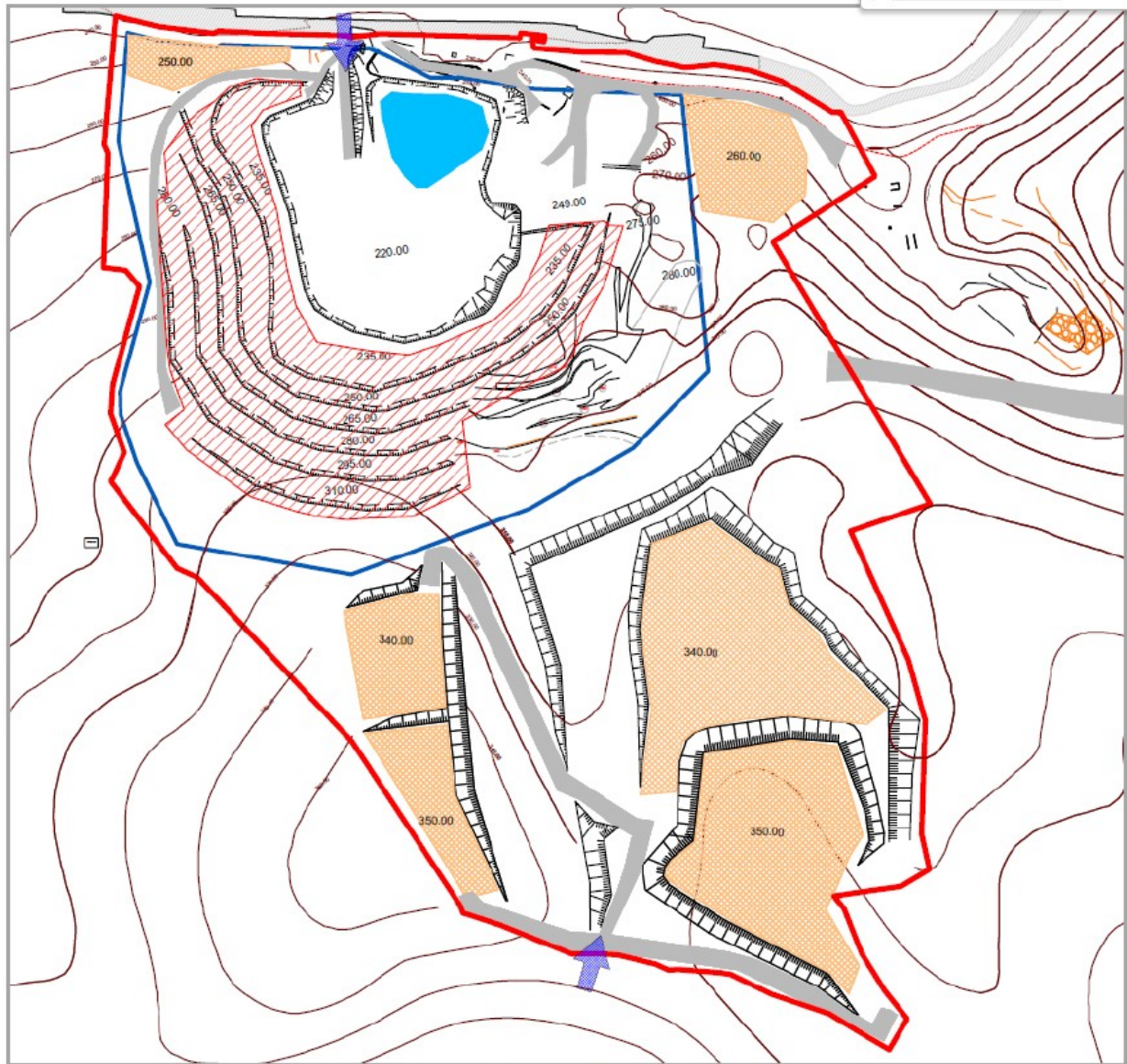
ANNEXE 10 : PLANS DE PHASAGE **PHASE 2**









Phase 2

	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

ANNEXE 10 : PLANS DE PHASAGE **PHASE 3**









Phase 3

	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

ANNEXE 10 : PLANS DE PHASAGE **PHASE 4**









Phase 4

	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

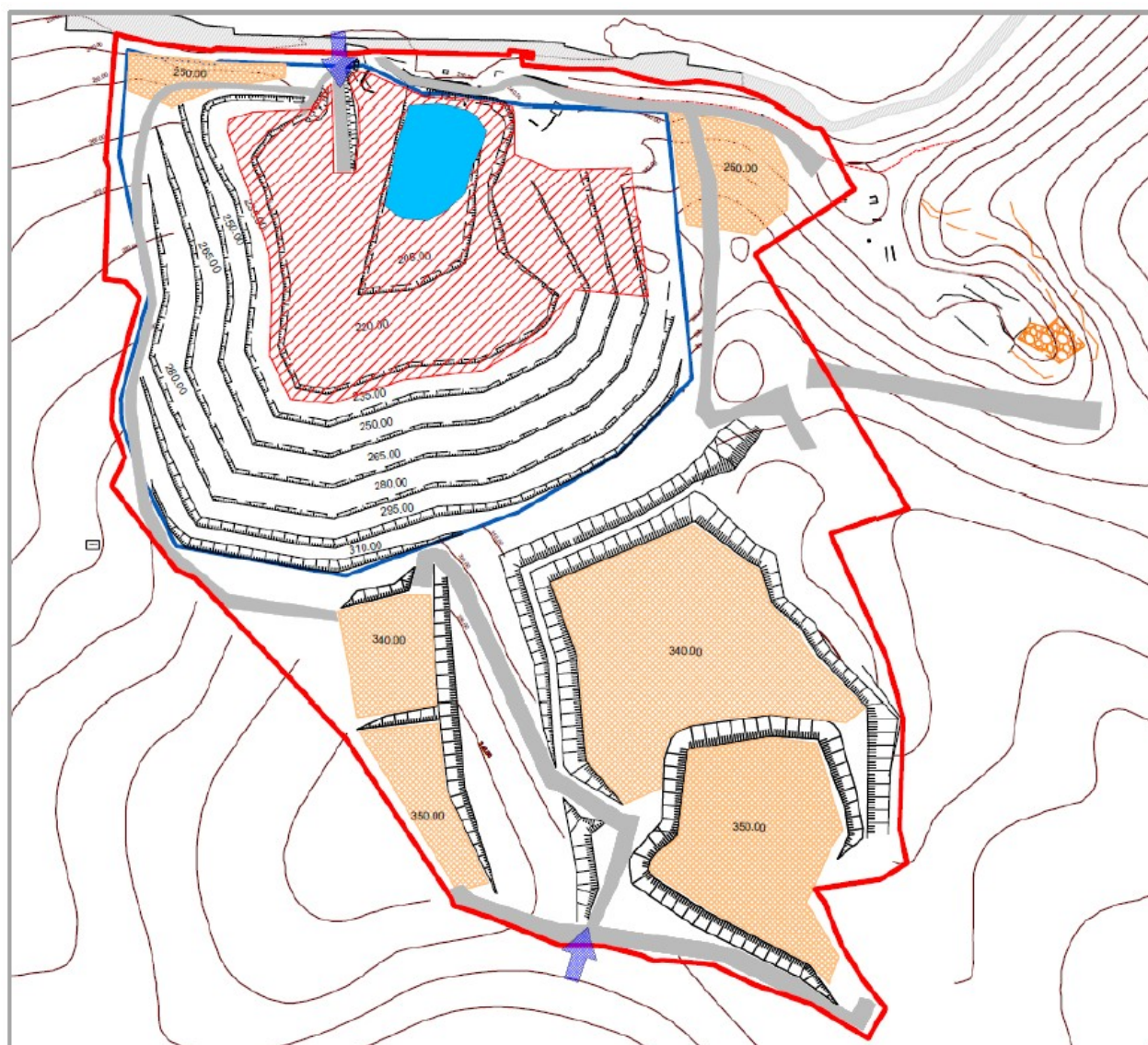
ANNEXE 10 : PLANS DE PHASAGE **PHASE 5**









Phase 5

	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

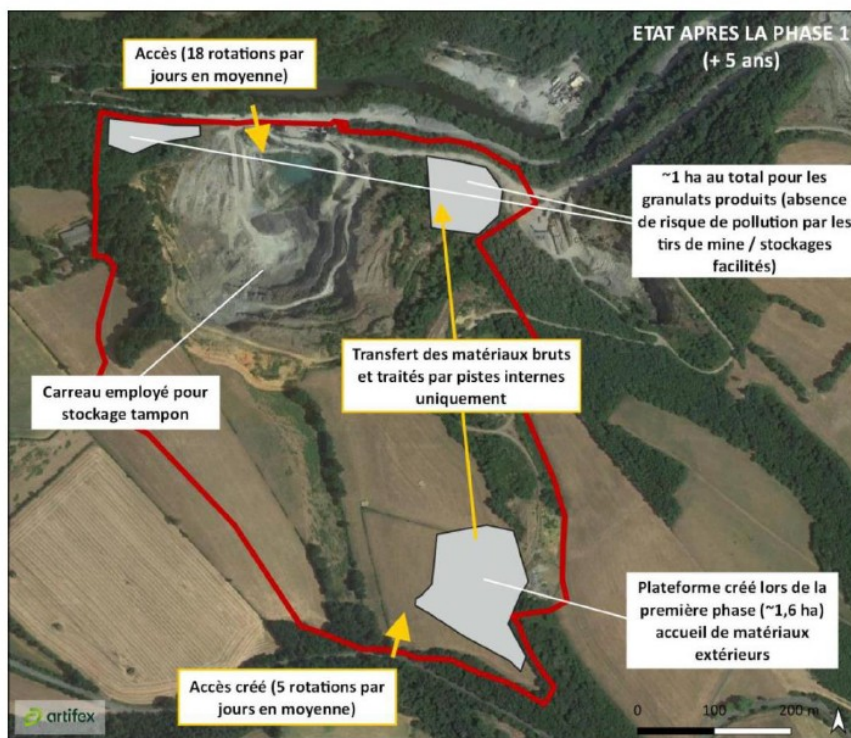
ANNEXE 10 : PLANS DE PHASAGE **PHASE 6**



Phase 6

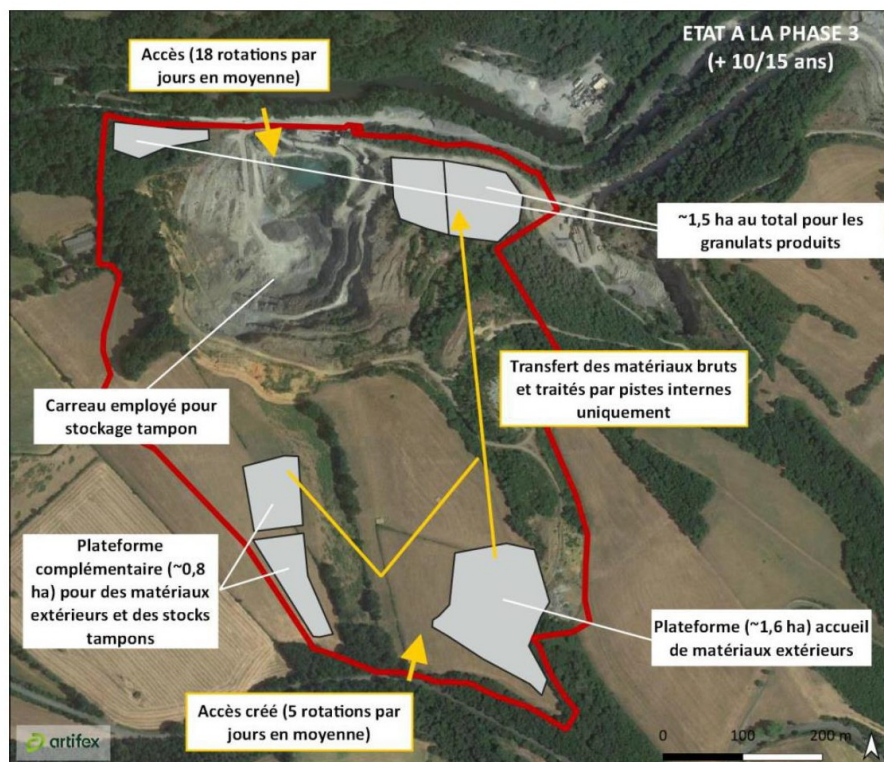
	Emprise de la demande		Secteur exploité au cours de la phase	M
	Limite d'exploitation		Zone de stockage/Plateforme	
	Pistes principales		Accès au site	

ANNEXE 11 : ORGANISATION DES STOCKS



Etat projeté des stockages après la phase 1

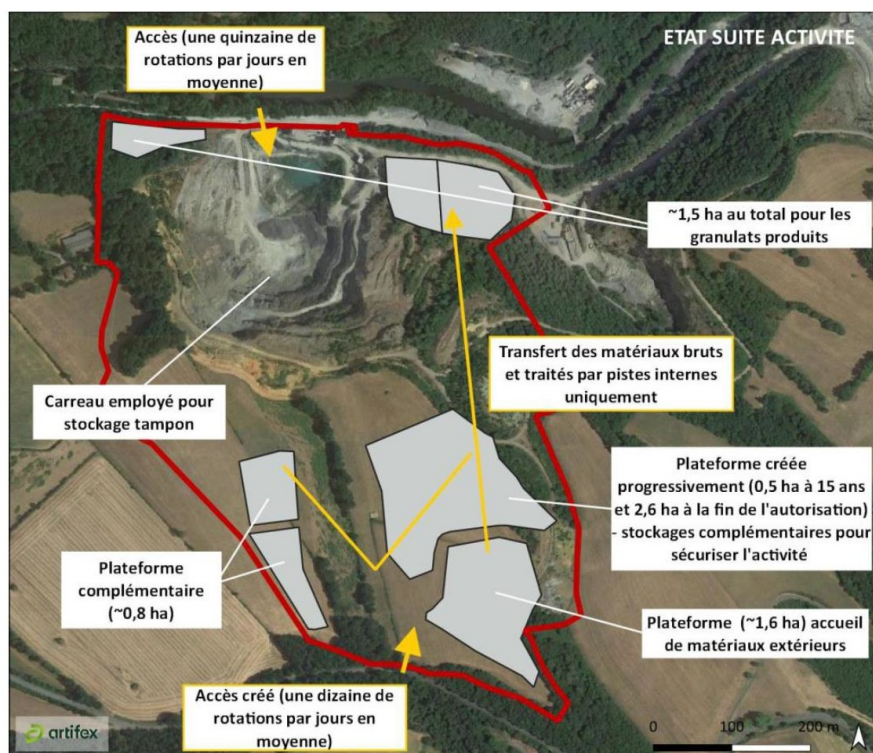
Suppression des plateformes le long de la D11. Gestion des stockages en interne. Amélioration de la gestion des stocks (meilleure séparation, élargissement des zones de circulation/manipulation, stockage des matériaux propres en retrait des zones d'activité, séparation des matériaux extérieurs et des granulats produits).



Etat projeté des stockages à la phase 3

Augmentation des surfaces de stockage de matériaux extérieurs. Possibilité de disposer de stocks tampon de granulats (sécurisation de l'activité).

ANNEXE 11 : ORGANISATION DES STOCKS



Etat projeté des stockages après la phase 3

Augmentation progressive des surfaces disponibles pour le stockage (sécurisation de l'activité, amélioration des stockages).